

A QUI PROFITE LE CHAUVINISME?

FAIRE CHACUN LA MOITIE DU CHEMIN

(interview d'un ouvrier italien)

ON NOUS CRITIQUE ET ON NOUS AIME !

Le racisme augmente avec la crise: depuis que le chômage monte, je vois une nette différence. Ma fille cherche du travail, et à plusieurs endroits, on lui a demandé: *Vous sentez-vous plus italienne que belge ?*, cela n'arrivait pas avant. A l'usine aussi, des ouvriers avec qui j'ai toujours eu de bons contacts me sortent des remarques du genre: *Si la moitié des étrangers quittaient le pays, il n'y aurait plus de chômeurs*. Ils disent cela à la blague, mais c'est un signe que ces idées-là gagnent du terrain si on laisse faire. Je n'en veux pas à ceux qui disent cela, ce sont des ouvriers, mais pourquoi les organisations syndicales, CSC comme FGTB, ne font aucun travail d'éducation contre le racisme ?

J'ai lu l'article de l'ouvrier belge dans votre journal, contre les Italiens; ce sont les reproches habituels. Si nous avons acheté des briques, nous ne les avons pas volées, non ? Chacun dépense son argent comme il veut; les Italiens ont construit eux-mêmes, avec la famille et les amis, en s'aidant bien plus que dans leur pays, parce qu'ils avaient dur ici et faisaient bloc pour tenir le coup. Il y a de la jalousie, et la crainte que nous "dominions" les Belges, parce que nous sommes nombreux. Ainsi, pour le droit de vote aux élections communales à Saint-Nicolas, le conseil communal a répondu: *D'accord, si les Italiens se naturalisent*, sinon ils vont prendre le pouvoir dans la commune ! (ils sont 30 %) Remarquez qu'aux élections européennes, les Italiens de notre commune ont voté à 90 % pour les communistes: cela joue peut-être aussi.

La solidarité lors du tremblement de terre: c'est l'autre aspect du fait que nous sommes nombreux; on a peur de nous, mais on est obligé d'être camarades avec nous. Il y a trop de liens, on est ensemble au travail, on est voisins, parents et finalement, on se respecte. Quand j'ai organisé la collecte à Ferblatil, j'ai été surpris de voir la solidarité. J'hésitais d'ailleurs à la faire de peur d'être chauvin (pour d'autres pays, on n'avait rien fait), mais c'est un camarade belge qui m'a décidé et qui a tout mené avec moi. Les Belges ont ressenti quelque chose de profond, nous leur étions proches (voir article de "La Vérité", janvier 1981).

STOPPER L'IMMIGRATION NE STOPPERA PAS LE CHOMAGE

D'un côté, je suis pour l'arrêt de l'immigration, parce que ce serait logique de donner d'abord à manger à ses enfants avant ceux du voisin. Mais de l'autre je suis contre, parce que le chômage n'est pas un problème entre Belges et immigrés. Partout il y a du chômage, c'est le résultat de la mécanisation. D'accord, une machine remplace 50 hommes, mais l'argent produit en plus par ces nouvelles machines (par nous), où va-t-il ? On nous parle de crise, mais cet argent existe, il a été investi hors du pays, pas étonnant que l'économie craque. D'autre part, la population belge est-elle prête à remplacer les immigrés pour la mine, les poubelles, les nettoyages, les sales travaux des usines ? Les patrons savent que non, et ils continuent à laisser rentrer les étrangers, pendant qu'ils excitent les Belges avec la fermeture des frontières. Maintenant, si on regarde ceux qui viennent, ce sont des ouvriers comme nous. Leurs gouvernements les poussent à partir en présentant la Belgique comme le paradis. Mais pourquoi sont-ils incapables de leur fournir du travail ? Au niveau international, les patrons s'unissent, mais nous les ouvriers ne faisons presque rien pour nous entendre. Il faudrait un syndicat au moins européen, pour défendre les intérêts de tous, voir s'il y a des possibilités de trouver du travail dans chaque pays, et sinon, pourquoi. Non, c'est un problème international, on ne peut pas accepter de fermer les frontières.

SORTIR DES «CLANS» IMMIGRES

Les organisations étrangères (syndicales, culturelles...) sont inquiètes des progrès du racisme, mais elles ne font rien contre. Sans droits politiques, comment peuvent-elles agir ? Envoyer des pétitions au gouvernement ?

Pour ce qui est d'établir des liens directement avec la population belge, c'est vrai, elles sont plutôt contre. Chaque nationalité se retrouve entre elle, dans des "clans"; j'ai mis sur pied dans le quartier une association les "Abrussezi", c'est un bien, car je cherche à travers cela à donner une éducation socialiste, mais c'est aussi un mal, de garder les Italiens à part. Est-ce que ce ne serait pas mieux d'avoir un cercle où toutes les nationalités se rencontrent ? Je crois que le pouvoir belge encourage ces "clans", pour diviser, et qu'il y aurait une opposition si on se réunissait tous. J'ai essayé au niveau du PCI (Parti Communiste Italien) et du PCB de se rassembler, cela a été un échec. A mon avis, il ne devrait même pas y avoir tous ces PC italiens, espagnols, grecs, etc., nous sommes tous dans le même contexte, exploités par les mêmes patrons.

Il est grand temps, devant la crise, de faire bloc, sinon cela ira encore plus mal. Il est normal que les ouvriers belges fassent les premiers pas et nous tendent la main pour réagir ensemble contre les capitalistes.

Mais de notre côté, il faudra lutter contre ce mur de béton des "clans", qui tient les ouvriers immigrés à l'écart des Belges et de la lutte commune.

Mettons les divergences de côté, que ce soit entre Belges et immigrés, ou entre programmes syndicaux et politiques, puisque sur le fond nous sommes d'accord entre ouvriers.

TORDONS LE COU A QUELQUES BOBARDS

1. UN IMMIGRE AU TRAVAIL = UN BELGE AU CHOMAGE

Leitmotiv des organisations syndicales qui réclament la fermeture des frontières "pour protéger le marché national de l'emploi", et qui influence aussi les ouvriers étrangers établis en Belgique. L'accroissement du chômage n'a aucun rapport avec la présence des immigrés. En 74, il y avait 805.000 étrangers et 89.000 chômeurs complets et fin 76, 852.000 étrangers et 260.000 chômeurs (1). La brusque flambée de chômage correspond au développement de la crise, à l'écroulement de secteurs faibles (textile, sidérurgie, construction métallique, bâtiment) qui jettent sur le pavé Belges et immigrés. D'autre part, le type d'emploi recherché par les Belges n'est pas celui des immigrés (travaux insalubres, mal payés, cf. tableau).

Durant la grande crise des années 30, des arrêtés provoquèrent le départ de nombreux immigrés, ce qui n'empêcha pas le chômage de se propager jusqu'en 36, époque d'une certaine reprise économique. En 39, un patron remarquait dans le Progrès Social: "Il y a 20.000 chômeurs et 8.000 étrangers dans la métallurgie en Belgique. Pourquoi ? Parce que l'on ne trouve pas de Belges pour accepter certains emplois (travaux de force ou insalubres)" (n° 50).

A différents moments durant la bataille du charbon, comme le chômage montait, les patrons voulurent stopper l'immigration; les emplois à la mine restèrent vacants, la production tomba, et le recrutement reprit. C'est donc pure démagogie de la part des capitalistes d'encourager la propagande sur l'arrêt de l'immigration, afin de donner un bouc émissaire à la crise.

2. LES ETRANGERS PROFITEURS DE LA SECURITE SOCIALE?

Chômage: eh oui ! on leur reproche de travailler, et aussi de chômer ! Le chômage frappe les ouvriers étrangers dans la même proportion que les ouvriers belges, mais perdre son emploi est souvent plus dangereux: il signifie parfois le refoulement, la perte des allocations, l'interdiction de faire venir sa famille. Les Marocains et tous ceux avec qui la Belgique n'a pas de convention bilatérale ne bénéficient pas d'allocations de chômage pour les jeunes.

Allocations familiales: rappelons que c'est la Belgique, dans les années 60, qui a incité les étrangers à fixer leur famille ici, "moyen indiqué pour stabiliser le plus grand nombre possible de ces ouvriers", comme disait le rapport du Directoire charbonnier de 1964, inquiet de la concurrence exercée par les pays voisins sur le marché du recrutement d'immigrés.

Comme les enfants étrangers vont moins longtemps à l'école, ils touchent moins longtemps. Ils représentent 12 % des enfants bénéficiaires; (ils) les étrangers n'ont pas beaucoup plus d'enfants que les Belges (la moyenne est de 2,51 enfants par parent bénéficiaire contre 1,87 chez les Belges), mais les étrangers en dehors de la CEE qui ont des enfants restés au pays touchent beaucoup moins pour ceux-ci (pour 4 enfants, 2.500 francs au lieu de 10.215 francs !), alors que le père verse comme les autres. L'Etat empêche ainsi des centaines de millions chaque année. (2)

La pension: ici aussi, il y a plus de cotisants étrangers que de bénéficiaires. La proportion de pensionnés immigrés est fort inférieure à celle des Belges, et le taux des pensions versées à ceux qui sont rentrés dans leur pays est généralement plus bas. Pour ceux qui n'appartiennent pas à la CEE et qui ont travaillé quelques années ici, les démarches administratives pour obtenir leur part de pension sont tellement décourageantes, qu'ils ne touchent jamais rien.

Maladies: une enquête de 1979-80 de chercheurs de Louvain prouve que les immigrés consomment un peu moins que les Belges de soins médicaux et hospitaliers. Par contre, ils ont le triste privilège d'être énormément plus frappés par les maladies professionnelles et les incapacités permanentes: en 75, 8,11% des travailleurs étrangers totalisaient 45,7 % des reconnaissances d'incapacité de travail pour maladie professionnelle ! (3) (c'est-à-dire essentiellement la silicose). Il faut conclure que les étrangers font faire des bénéfices à la Sécurité Sociale, et touchent plus que les Belges sur deux points seulement: le chômage et les maladies professionnelles, "avantages" dont personne ne veut, car ils résultent de travaux insalubres et sans sécurité d'emploi.

EMPLOIS ET SALAIRES DES IMMIGRES

Un tableau des secteurs d'activité du pays pour 1976 indique 4 secteurs où les étrangers sont majoritaires

industries extractives:	10 étrangers;	1,30 Belges
métallurgie:	10,5 étrangers	4 Belges
fabrications métalliques:	18 étrangers;	13,5 Belges
bâtiment:	13 étrangers	11,3 Belges

Le salaire est en moyenne inférieur de 5 à 10 % à celui des Belges (4), non pas que pour le même travail dans la même entreprise, il y ait cette différence, mais parce que dans le même type de travail (contrôle, magasin, manoeuvre...), les étrangers reçoivent les plus mauvaises places, laissées par les Belges (les petites usines qui payent moins la dernière catégorie dans la fonction, etc.).

NOTES

- 1) Annuaire statistique de la Belgique.
- 2) Emilia Labajos, "Les Immigrés face à la Sécurité Sociale", mémoire ISCO, 1976.
- 3) Revue Nouvelle, octobre 1980.
- 4) Mutation et Régions, octobre 1976.

(La Vérité, mai 1981)

SOLIDARITE EN ITALIE

(interview d'un ouvrier)

Comment l'idée t'est venue d'organiser à Ferblatit la collecte de soutien ?

Je suis italien d'origine, mais malgré cela j'ai hésité pendant plusieurs jours. Je craignais que l'on juge ma réaction comme raciste, car jusqu'à présent rien n'avait été fait pour d'autres pays (l'Algérie par exemple). J'en ai parlé à mes camarades de travail pour demander leur avis. Tous ont été d'accord et j'ai surtout apprécié le soutien moral d'un ouvrier belge. Avec lui, nous sommes ensuite allés voir la direction.

Comment cela s'est-il passé ?

Nous aurions voulu avoir un camion de l'usine pour transporter le chargement en Italie. Cela n'était pas possible, nous a dit le directeur, vu la situation économique de Cockerill, mais il nous a cependant autorisé à faire la collecte dans l'usine.

Comment s'est-elle déroulée ?

Nous avons fait des affiches et avec la collaboration de nombreux ouvriers, nous les avons collées partout le vendredi après-midi. La réaction des ouvriers a été instantanée. J'ai vu la sensibilité des gens s'exprimer. En deux jours, nous avons collecté 7 à 8 tonnes de vêtements, nourritures, couvertures, et mêmes des tentes.

Comment avez-vous fait parvenir votre collecte ?

Beaucoup de bruits circulaient comme quoi des camions étaient déroutés ou bien bloqués aux frontières. Je voulais m'assurer que le camion arrive à bon port et que son chargement soit le plus rapidement distribué aux sinistrés. C'est pourquoi nous avons décidé de convoier notre chargement jusqu'en Italie même.

Comment s'est déroulé le voyage ?

Il nous fallait un camion. L'un de nous a eu l'idée de téléphoner à Max Menier, l'animateur de l'émission radio "Les routiers sont sympas". Grâce à cela, nous avons été mis en contact avec une firme de la région qui a mis un camion-remorque à notre disposition. Nous avons aussi obtenu une autorisation spéciale du consulat d'Italie qui nous a permis d'utiliser les autoroutes et les tunnels sans payer. Malgré notre désir, nous avons dû laisser notre chargement dans un centre de regroupement de l'armée. Il paraît que l'armée stérilisait les vêtements avant de les distribuer. Je suis ensuite revenu en train le lendemain avec un ticket spécial qui m'a été fourni par la commune en Italie.

Comme conclusion ?

A travers cet exemple, j'ai vu que la classe ouvrière, quand elle veut faire quelque chose et qu'elle marche en bloc, est capable d'obtenir beaucoup de chose.

JMP, le 22-12-1980
(La Vérité, janvier 1981)

TRANSPORTS EN COMMUN ET RACISME

L'autre jour, je prenais le train à Bruxelles, en fin d'après-midi. Il était bondé. J'ai 75 ans et suis amputé d'une jambe. Voyant que personne ne me cédait sa place, comme je ne peux rester longtemps debout, j'ai demandé à un jeune gaillard, bien bâti, de se lever. Il a refusé en disant que d'autres personnes pouvaient très bien le faire.

J'étais furieux et je l'ai traité de mufle. J'ai effectivement reçu une place assise; une fois calmé, j'ai commencé à réfléchir sur l'incident. La conduite de cet homme était quand même étrange, je n'avais jamais rencontré cela. Je me suis alors rendu compte qu'il avait un type méditerranéen, un Italien sans doute. Peut-être avait-il pris ma demande comme une discrimination raciste ? J'ai voulu en avoir le coeur net. "*Je regrette les mots que je vous ai dits; vous avez peut-être cru que je vous ai choisi à cause de votre air étranger ?*"

Il était effectivement étranger, mais ce n'était pas cela. Il m'a expliqué qu'il était ouvrier, que son travail était très dur, que le soir il était vanné; chaque jour, dans le train, il voyageait avec des étudiants, des employés des ministères qui se vantent de ne pas faire grand chose de la journée, de prendre leur petit café à l'aise, etc. Voilà pourquoi il trouvait que ce n'était pas à lui de céder sa place. Il était très ému, on s'est serré la main.

Comme quoi, les choses ne sont pas si simples: moi, je serais resté furieux sur la jeune génération et lui serait resté choqué d'avoir été maltraité dans cette situation. Tout cela, finalement, parce que les chemins de fer ne sont pas capables d'offrir un service convenable aux heures de pointe.

Un lecteur

CHAUVINISME FLAMAND

Le chauvinisme, en Flandre, on le rencontre partout. Quand on est d'origine wallonne, comme je le suis, et qu'on ne parle pas facilement le néerlandais, on est traité comme un étranger. Mais chez les ouvriers, heureusement, c'est autre chose.

Voici un petit exemple personnel.

Je suis au chômage depuis 3 ans, depuis mon déménagement à Anvers. J'ai beaucoup cherché du travail, sans rien obtenir. Une amie de pointage m'a renseigné une place vacante de nettoyage. J'y ai été aussitôt. L'employée du pointage s'y trouvait et a déconseillé de me prendre. On m'a refusé... parce que je ne parle pas flamand ! Pour parler à mes torchons ?

J'étais furieuse. Toujours la même réponse, à toutes les places où je me présente. J'en avais gros sur le coeur, d'autres affronts du même genre me sont revenus à la tête, et je pleurais. Des chômeuses, anciennes ouvrières comme moi, m'ont demandé ce qui se passait et m'ont consolée. Elles étaient indignées de l'attitude du pointage. Elles ont raconté cela à un ouvrier qui était là. Il m'a aussitôt proposé de me conduire en voiture à une école communale où il pensait qu'on me prendrait sans discrimination pour un emploi de femme d'ouvrage. Il m'a lui-même présenté au directeur, en expliquant ce qui s'était passé. Le directeur a promis de me faire signe s'il avait une place libre. Après, l'ouvrier a encore fait quelques adresses avec moi; il a bien passé 2 heures comme ça, en refusant que je lui paye pour l'essence. Entre ouvriers, il faut qu'on se comprenne, même si on ne parle pas la même langue.

Denise

(La Vérité, janvier-février 1983)